



Édito

Pour la France : l'Europe, la Méditerranée ou l'Afrique ?

Sébastien ABIS

Directeur du Club DEMETER

Chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)

Membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN

Dix ans après le Sommet de Paris et le lancement de l'Union pour la Méditerranée en 2008, la France a-t-elle encore vocation à jouer les leaders dans les affaires stratégiques du bassin méditerranéen ? Son nouveau Président peut-il proposer une nouvelle marche à suivre pour la politique étrangère française dans cet espace ? Doit-il contribuer à refonder la relation euro-méditerranéenne au même titre qu'il entend peser sur la relance de la construction européenne ? Et si l'Afrique supplantait la Méditerranée au registre des priorités ? *suite de l'édito en pages suivantes*

La lettre mensuelle vous informe sur les activités de l'association, les conférences programmées, les événements concernant la Méditerranée.

Des ouvrages de personnalités œuvrant pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée, vous y sont proposés.

Association Euromed-IHEDN chez COUSTILLIÈRE
48, rue Gimelli - 83000 TOULON
Tél : 06 34 19 28 79

Contact entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

Site www.euromed-ihedn.fr

Président : Jean-François Coustillièr
Chargé de communication : Daniel Valla

LA VIE DE L'ASSOCIATION

PAUL BALTA

« MEMBRE D'HONNEUR »

> page 5

CONFÉRENCES OUVERTES À L'INSCRIPTION

EN DÉCEMBRE

MÉDITERRANÉE :

L'HEURE DU PRAGMATISME.

par Sébastien ABIS

> page 6

CONFÉRENCES A VENIR

EN JANVIER À MARSEILLE

STRATÉGIE CHINOISE

EN MÉDITERRANÉE

ET AU PROCHE-ORIENT...

par Lionel VAIRON > page 7

EN JANVIER À PARIS

VOYAGE DE L'OBÉLISQUE

ENTRE L'ÉGYPTE ET PARIS.

par Bernard CROS > page 7

AGENDA 2017/2018 > pages 7 et 8

NOS MEMBRES À TRAVERS LES MÉDIAS

GÉOPOLITIQUE DU SUCRE :

ET SI ON EN PARLAIT ?

Le point de vue de Sébastien ABIS

> pages 9 à 11

Merci
aux nombreux membres
de l'association
qui se sont inscrits à
la soirée des adhérents
pour faire de cette soirée
un moment de convivialité
joyeux et fraternel.

**Les subventions,
qui nous sont
traditionnellement
attribuées,**

**s'amenuisent
chaque année et
nous devons
trouver
des ressources
complémentaires.**

**Vous pouvez
agir
et soutenir
l'association**

**par un don
déductible à 66%
de vos revenus
2017**

voir détail et bulletin en dernière page



suite de l'édito

Une élection polarisante

En mai 2017, l'élection en France du nouveau Président de la République n'a pas manqué d'attirer l'attention à l'étranger sur les résultats de ce scrutin. A l'issue d'une campagne riche en rebondissements, le second tour de l'élection aura mis en opposition deux projets radicalement différents pour la France.

D'un côté, celui proposé par Marine Le Pen, dirigeante du Front national depuis 2011, qui s'est positionné sans surprises à l'extrême droite de l'échiquier politique en préconisant une série de replis nationalistes et en promettant l'impossible aux franges vulnérables de la population malheureusement sensibles à ce discours populiste. De l'autre côté, Emmanuel Macron, parfait inconnu dans le pays jusqu'en 2014, année où il devint ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, avant de démissionner de ce poste à l'été 2016 et de fonder En Marche!, son propre mouvement politique. Il s'est distingué en exprimant, sur le plan intérieur, une vision politique au « centre », s'extrayant des logiques partisanes de « gauche » et de « droite », et une conviction profondément européenne et ouverte sur la mondialisation.

Arrivé au second tour de l'élection présidentielle en déjouant les pronostics et en capitalisant progressivement sur les erreurs ou les affaires de ses concurrents, Emmanuel Macron s'est imposé assez largement (66% des voix exprimées) face à Marine Le Pen le soir du 7 mai 2017. De manière schématique, il aura porté un discours de confiance sur les atouts de la France et l'évolution du monde, en rupture avec le message clivant et alarmant de sa rivale.

Un nouveau Président, des attentes renouvelées

25ème Président de l'Histoire de la République en France, Emmanuel

Macron est aussi, à 39 ans, le plus jeune à entrer en fonction à l'Elysée. S'il incarne incontestablement le renouvellement générationnel de la classe politique attendu par une grande partie de la société française, Emmanuel Macron n'a pas pour autant suscité un enthousiasme général pendant la campagne et dans la foulée de son élection. Il est bien évidemment trop tôt pour juger de son action à la tête du pays, d'autant plus que les sujets à fort enjeu national ne manquent pas pour ce Président dont le bilan sera évaluable à mi-mandat, soit à l'horizon 2020. Il a promis plusieurs réformes pendant son quinquennat et s'est engagé sur une démarche prônant dialogues et cohérences à chaque étape de construction de son programme. Sur la forme comme sur le fond, les Français sont finalement curieux d'en savoir davantage de la figure politique inédite que représente Emmanuel Macron. Et cette part d'inconnues a d'ores et déjà le mérite de régénérer le débat politique en France.

Mais c'est à l'international que le Président Emmanuel Macron provoque à ce stade le plus d'exaltation. Les Français n'ont sans doute pas suffisamment conscience, lors de la campagne électorale, de ce que pouvait potentiellement représenter, à l'étranger, l'arrivée au pouvoir de ce nouveau protagoniste sur la scène politique. Que les Américains soient capables d'élire Barack Obama en 2008 ou, dans le cas des Canadiens, Justin Trudeau en 2015, pourquoi pas ! Mais ces Français, dans ce « vieux » pays, autrefois révolutionnaire mais devenu si conservateur, mettre un si peu expérimenté jeune homme à la Présidence de la République, quel choc !

Depuis sa prise de fonction, Emmanuel Macron capte tous les regards des commentateurs internationaux, bien servi par un calendrier diplomatique relevé et

par une complicité vite établie avec de nombreux dirigeants du monde. Le visage souriant et dynamique du Président français change inconsciemment la perception sur l'état du pays, dont beaucoup le disaient paralysé et en déclin. Surtout, cette élection en France vient apporter une bouffée d'air dans une séquence politique internationale marquée ces derniers mois par la panne de l'Europe et le vote en faveur du *Brexit*, le raidissement de la Russie, la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis et une certaine tendance à refuser les règles du multilatéralisme. En somme, Emmanuel Macron, par son discours et son programme, vient contrer le scénario d'une revanche du national dans les affaires du monde. Aura-t-il réellement les moyens de peser sur cette trajectoire globale ? Va-t-il demeurer, au-delà de l'inévitable bulle médiatique des premiers mois, une source d'attraction à l'étranger ? Peut-il dépasser le stade d'une promesse pour l'action en concrétisant progressivement, par des faits concrets, le capital confiance qui l'entoure actuellement ?

Des questions pour la Méditerranée

Toutes ces interrogations concernent aussi l'espace méditerranéen. Comme tous ses prédécesseurs, le nouveau Président français y est attendu. La Méditerranée représente une région stratégique pour la France. Ce n'est pas nouveau et c'est un élément bien connu de la politique extérieure de cette puissance européenne. Les raisons sont à la fois historiques, socioculturelles, géographiques et économiques.

Le passé de la France la ramène souvent à cette région qui fut autrefois le cœur du monde. La composition démographique française nourrit de multiples liens, humains et sociaux, entre l'hexagone et les pays du pourtour méditerranéen. Ces derniers se situent dans le voisinage méridional de la France, dont



suite de l'édito

une partie du territoire borde d'ailleurs la mer Méditerranée. Enfin, les relations commerciales s'avèrent dynamiques entre la puissance française et les Etats nord-africains, mais également avec ceux du Proche-Orient.

Comment Macron peut-il en Méditerranée agir différemment des anciens Présidents, sachant que les enjeux de la région se transforment rapidement ? Où sont les opportunités et les risques dans cette zone dans laquelle Emmanuel Macron sait qu'il faudra compter parmi les relations à entretenir et les tensions fortes à gérer durant son quinquennat ? Ne faut-il pas d'abord s'occuper de refonder l'Europe avant de vouloir peser sur les affaires d'un voisinage méridional autrement plus complexe ?

Le Président n'a jamais manqué de souligner son attachement à la construction européenne et sa volonté de refonder des dynamiques de confiance ayant permis par le passé aux Etats du continent de se solidariser. Emmanuel Macron sait très bien qu'une telle relance politique en Europe passe en partie par l'efficacité du couple franco-allemand. Ce n'est pas un hasard si son premier déplacement à l'étranger fut à Berlin, le 15 mai, dès le lendemain de sa prise de fonction. Pour rassurer les opinions sur le rôle de l'Europe et pour montrer que la protection des populations est plus grande à l'échelle européenne, il faut selon Emmanuel Macron des actes concrets rendus possibles par des projets de long-terme. Quand les procédures et le court-termisme dominent le paysage, au détriment des idées et des stratégies, l'Europe ne construit pas : elle avance à reculons comme une écrevisse. Les soubresauts d'une Amérique dirigée par Trump offrent assurément l'opportunité d'une réflexion des Européens sur leur autonomie stratégique. Tout objectif de refondation

passera nécessairement par de nouvelles projections. Pour se remettre en mouvement, l'Europe doit savoir où se diriger. Emmanuel Macron entend clairement contribuer à réorienter cette boussole européenne quelque peu rouillée.

Il est donc certain que la priorité de politique étrangère de la France, durant la Présidence Macron, sera l'Europe avant tout. Cela ne signifie pas de l'indifférence pour la Méditerranée, bien au contraire ! A Paris, comme à Bruxelles et dans de nombreuses capitales du continent, tout le monde s'accorde sur l'importance géopolitique de ce voisinage Sud. Une Méditerranée turbulente constitue un handicap majeur sur le parcours de la refondation européenne. Mais les réponses ne sont ni dans la fermeture avec des murs ni dans le vœu pieux d'une union de la Méditerranée. Dix ans après le sommet de Paris, qui en avait formulé l'hypothèse, le panorama régional s'est profondément transformé. Pire, il s'est dégradé. Le multilatéralisme en Méditerranée ne fonctionne que sur des initiatives concrètes, adaptées aux besoins réels des populations ou capables de rassembler les Etats riverains sur des enjeux devenus si complexes que seules des réponses collectives pèsent véritablement. Dans ce registre se trouvent notamment les questions du climat, de l'eau, de la sécurité alimentaire, des infrastructures, sans oublier l'emploi, et notamment des jeunes.

En ce sens, l'Union pour la Méditerranée (UpM), dont le siège est basé à Barcelone, entretient avec beaucoup de ténacité cette dynamique multilatérale pourtant réellement fragile. En travaillant davantage avec les autres institutions internationales et régionales, pour ainsi renforcer les synergies et maximiser l'impact des actions déployées, l'UpM doit demeurer cet instrument majeur de la coopération

euro-méditerranéenne. Le nouveau Président français, adepte de discours qui cherchent à rassurer et à positiver, pourrait peut-être plaider pour que l'UpM devienne pleinement la caisse de résonances aux bonnes nouvelles et aux projets innovants de la zone.

L'Europe, dans sa politique de voisinage en direction de la Méditerranée, va devoir faire des choix thématiques et ne plus chercher à tout traiter. Les ressources budgétaires sont limitées. Par ailleurs, certains dossiers ne peuvent être appréhendés sans tenir compte des jeux de puissance qui dépassent de loin les acteurs européens. Sur la guerre en Syrie, dans le conflit israélo-palestinien ou la gestion des instabilités au Sahel, l'Europe, et encore moins la France, ne peuvent agir isolément. Mais elles doivent prendre part à cette responsabilité collective qui consiste à trouver des solutions pour faire baisser la température au thermomètre des tensions qui traversent cette vaste région. Cela ne veut pas pour autant induire un suivisme aveuglant sur les politiques américaines ou russes. L'Europe et la France, comme cela avait été fait dans la décennie 1990, ont vraisemblablement des atouts à faire valoir pour différencier leur stratégie dans la zone des autres grandes puissances et apparaître comme des partenaires crédibles aux yeux des pays nord-africains et proche-orientaux.

Réagir ou anticiper ?

Ce constat pose la problématique de l'attitude à adopter vis-à-vis de cet espace méditerranéen en effervescence permanente. Ces dernières années, secouées par les révoltes populaires dans plusieurs pays arabes et les menaces terroristes, l'Europe et la France ont plutôt agi en réactions aux événements. L'épisode libyen a montré également tous les dangers d'une intervention militaire trop spontanée sans projet politique de long-terme pour ce



suite de l'édito

pays. Résultat, la politique extérieure de la France en direction de la Méditerranée tend de plus en plus à segmenter les approches en fonction du pays. Le bilatéralisme pragmatique fonctionne pleinement, réduisant ainsi la lisibilité d'une hypothétique vision stratégique de la France pour la Méditerranée.

Tout porte à croire que le Président Macron, avec des inflexions probables et un style particulier, continuera à mener l'action de la France de manière adaptée aux circonstances spécifiques de chaque pays et donc des intérêts réciproques qui composent les relations bilatérales. Cela vaudra particulièrement pour le Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie). Les deux grandes inconnues finalement reposent sur la position qu'il adoptera vis-à-vis de la Turquie, au regard des dérives autoritaires en cours dans ce géant du Proche-Orient, et sur la volonté qu'il aura de participer au premier plan des négociations israélo-palestiniennes, si tant est qu'il en soit convié.

Toutefois, par-delà les dynamiques bilatérales qui l'emporteront, la France d'Emmanuel Macron serait fort inspirée de proposer la préparation d'un agenda euro-méditerranéen post-2020 pour concentrer les actions de la décennie à venir autour de quelques sujets phares. Cela passe par plus de cohésion dans les positions européennes en direction de la région et plus de synergies entre le déclamatoire et l'action. Un seul exemple de cohérence à trouver : maximiser le soutien aux pays qui réforment et qui progressent en matière de transition démocratique. Sur le plan thématique, comme évoqué précédemment, les ressources limitées imposent de savoir faire des choix et d'agir en priorité sur des questions touchant le quotidien des populations et répondant aux besoins des pays méditerranéens. Sur le plan

géographique, sans doute conviendrait-il aussi de regarder certains avantages que procurent parfois le format du dialogue 5+5 en Méditerranéen occidentale, sans oublier de traiter la question des complémentarités avec les « voisins » du voisinage, que ce soient les Etats du Golfe ou ceux de l'Afrique sub-saharienne. Pour se refonder, l'Europe doit espérer des progrès en matière de stabilité, de croissance et de dialogue respectueux dans son voisinage méditerranéen. Emmanuel Macron doit contribuer à donner de la visibilité et des moyens à tous ceux qui, de la société civile aux institutions en passant par les entreprises et les scientifiques, œuvrent pour une Méditerranée positive et ouverte.

L'Afrique au cœur de la politique extérieure ?

Le Président français, fort de son message européen, peut donc également porter une espérance renouvelée pour la solidarité méditerranéenne. Il convient néanmoins de s'interroger sur le basculement progressif vers l'Afrique qu'opère l'action extérieure de la France. Les immenses défis du continent africain exigent assurément une telle approche stratégique de la part de l'Europe et de la France.

Emmanuel Macron s'intéresse à l'Afrique et aux possibilités de renouer des liens avec des pays qui se sont distendus depuis quelques années. Il observe, comme beaucoup, les mutations à l'œuvre en Afrique en matière de flux commerciaux, d'investissements et d'innovation, persuadé en cela des opportunités offertes par cet espace colossal à la démographie en croissance. La francophonie concernera probablement 500 millions d'Africains à l'horizon 2030. Mais le Président français regarde également avec préoccupations, et sans doute inquiétudes, les risques qui pèsent sur le développement

de l'Afrique. Les changements climatiques, l'explosion des bidonvilles ou les mouvances terroristes qui prospèrent dans les territoires marginaux constituent autant de problématiques menaçant la sécurité humaine des populations. Les enjeux migratoires à venir pourraient être immenses. Dans une interview accordée au quotidien *Le Monde*, datée du 23 avril 2017, Emmanuel Macron s'était exprimé ainsi : « *Quand je regarde l'Afrique, je vois le continent de l'avenir (...) C'est pourquoi je veux établir un partenariat ambitieux entre la France, l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique qui renforce nos intérêts mutuels dans les domaines : climat, commerce, emploi, innovation, mais aussi sécurité et stabilité* ».

La France, comme l'Europe, sont donc tournés vers « les Afriques », tant les situations y sont contrastées, et ses « futurs possibles », tant ceux-ci sont multiples. Est-ce une occasion pour replacer la Méditerranée au centre, entre cette Europe à refonder et ce continent africain à développer ? Quels que soient les enjeux représentés par l'Afrique sub-saharienne, il semble difficile de "passer par-dessus" les pays de la rive sud de la Méditerranée, au demeurant africains eux aussi. Après tout, être une « interface » entre les continents, et non pas un « voisinage » ou une « périphérie », c'est bien là l'histoire géopolitique de cette région.

Le 31 mai 2017

Article paru dans

IEMED MED YEAR BOOK 2017



Nos membres à travers le monde



Nous avons le plaisir d'apprendre l'arrivée à Paris du Lieutenant-colonel **Demetrios AMAXARIS** qui exerce depuis le 1er novembre les fonctions d'attaché de défense auprès de l'ambassade de Chypre à Paris. Il a été auditeur de la SIEM 2017.

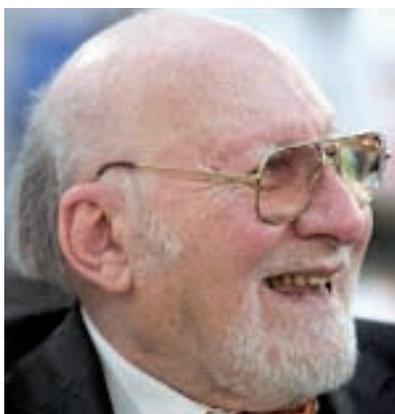
Nous lui souhaitons la bienvenue et espérons que nous aurons le plaisir de le rencontrer ne serait-ce qu'à l'occasion des Entretiens d'Euromed IHEDN qui se déroulent chaque mois à l'Ecole militaire.

Demetrios Amaxaris a une très bonne connaissance du français et de l'anglais et a obtenu une maîtrise en études de leadership, de gestion et de défense en participant au cours de commandement et de personnel des aînés en Irlande en 2008. De plus, en juin 2016, il a terminé avec succès une maîtrise dans le domaine des relations européennes et internationales de l'Université de Nicosie où il a reçu un prix d'excellence.

En tant qu'auditeur de la SIEM 2017, Il fait désormais partie des membres de Droit de l'association.

La vie de l'association

Paul BALTA « membre d'honneur »



Le conseil d'administration de l'association Euromed-IHEDN a décidé, par un vote à l'unanimité, d'accorder la qualité de « membre d'honneur » à Paul BALTA.

Cette démarche relève de la volonté du Conseil de souligner le profond attachement de Paul à notre association, ses objectifs, ses valeurs et ses activités. Durant plus de dix ans à Paris Paul a assisté à la presque totalité des 123 Entretiens organisés et à bon nombre des dîners qui suivaient les conférences contribuant ainsi par sa très vaste expérience à enrichir les débats. Il a également apporté son éclairage sur les questions de relations culturelles en Méditerranée rappelant son ancrage dans la région par sa

naissance à Alexandrie, mais également par une généalogie qui mélange libanais grec catholique, égyptien copte-orthodoxe mais aussi lorraine de « rite latin ».

De façon plus large, journaliste, il a dédié sa vie à cette Méditerranée à laquelle il est si attaché et pour laquelle il veut être un passeur. Il a écrit un grand nombre d'ouvrages parfois profonds et inquiets comme « *La Méditerranée réinventée. Réalités et espoirs de la coopération* » où il nous fait partager ses préoccupations et ses espoirs, mais aussi parfois plus léger et non dénué d'humour tel « *Boire et manger en Méditerranée* » où il met en lumière cet espace d'échanges non pas entre deux rives mais six qui chacune ont leurs rites, coutumes et bien sûr cuisines.

Paul, avec le soutien de sa femme Claudine, a manifesté une fidélité qui ne s'est jamais démentie à notre association. Il a semblé naturel de lui exprimer, alors qu'il fait face à de lourds problèmes de santé, toute notre affection et notre soutien.



Les entretiens d'Euromed-IHEDN

Conférences ouvertes à l'inscription à Paris et Marseille

L'inscription est obligatoire (Plan Vigipirate activé). Vous pouvez vous inscrire dès maintenant.

Par courriel : entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr ou par téléphone au 06 34 19 28 79

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site www.euromed-ihedn.fr

Notre invité sera **Sébastien ABIS**,
sur le thème :

Méditerranée : l'heure du pragmatisme.

Sébastien ABIS est directeur du Club DEMETER, qui regroupe plus d'une cinquantaine d'entreprises et d'acteurs économiques du secteur agricole et de l'agro-alimentaire en France. Il est également chercheur associé à l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques), consultant pour le CIHEAM (Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes), conseiller scientifique pour Futuribles international et membre du comité scientifique d'Euromed-IHEDN. Depuis près de quinze ans, il travaille sur les enjeux de la coopération euro-méditerranéenne, du développement agricole, de la sécurité alimentaire et des atouts de la France dans la mondialisation.

Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur ces sujets, dont *Géopolitique du blé*, qui a obtenu en 2017 le prix de livre géopolitique de l'année.



S'interroger en 2017 sur les changements stratégiques en Méditerranée et les nouveaux enjeux dans cette région s'avère être un exercice délicat. Non seulement, il s'avère bien difficile de résumer en quelques pages l'étendue de problématiques ouvertes

par une telle interrogation, mais surtout il serait bien hasardeux de penser que cette zone du monde pourrait un jour plonger dans l'immobilisme géopolitique. Au contraire, son effervescence historique et permanente en fait l'un des points les plus sismiques du globe, où des tendances lourdes identifiables se combinent avec des ruptures surprenantes.

Si des lignes de force se dessinent vis-à-vis des principaux défis qui caractérisent l'espace méditerranéen, il convient d'accepter certaines réalités empêchant d'apercevoir au loin les traits d'un horizon prometteur. Beaucoup de choses vont mal en Méditerranée, c'est

incontestable. Pour autant, tout n'est pas noir et il importe de maintenir une dynamique de coopération et d'espérances pour rendre les perspectives de développement moins défavorables. C'est tout le pari d'ailleurs de la relation, chaotique mais stratégique, entre les pays du pourtour méditerranéen : dialoguer sans cesse et travailler ensemble pour atténuer les risques et réduire les instabilités.

Nous ferons donc quelques constats préalables sur cette coopération régionale avant de proposer quelques hypothèses permettant de cheminer au cours des prochaines années de manière plus pragmatique.

À MARSEILLE

Mardi 12 décembre

cette conférence se tiendra à l' **École de la Deuxième Chance**
360, chemin de la Madrague-Ville / place des Abattoirs.
Marseille 15ème

Date limite d'inscription à la conférence : lundi 11 décembre

Un dîner est organisé autour de notre invité

Nombre de places limité : inscription jusqu'au mercredi 6 décembre
Le montant du dîner est de 34 €.

Les chèques sont à libeller au nom de :
Restaurant LES ARCENAUUX.

À PARIS

Mercredi 13 décembre

amphithéâtre LOUIS, à l'Ecole militaire.

Date limite d'inscription à la conférence :
jeudi 7 décembre au soir

Votre inscription doit OBLIGATOIREMENT faire mention de vos nom, prénom, date et lieu de naissance et nationalité.

Une application stricte du Plan Vigipirate Renforcé interdit désormais l'accès de tout véhicule privé.

Un dîner est organisé autour de notre invité
au Cercle de l'Ecole militaire,

Nombre de places limité :
inscription jusqu'au mercredi 6 décembre

Le montant du dîner est de 35 €.

Les chèques sont à libeller au nom de : **Euromed-IHEDN.**



Les Entretiens d'Euromed-IHEDN

2017/2018 tout un cycle de conférences

Panorama de la situation euro-méditerranéenne, conférences géopolitiques ou culturelles, le cycle 2017/2018 des conférences Euromed-IHEDN aura de quoi vous intéresser.

à vos agendas



à Marseille

Lionel VAIRON
sera notre invité
de janvier

**Stratégie chinoise
en Méditerranée
et au Proche-Orient...**

● Mardi 9 janvier à Marseille

Lionel VAIRON est docteur en études extrême-orientales et diplômé en science politique.

Sinologue. Enseigne à l'Institut national des langues et civilisations orientales, INALCO, à HEC et à l'Institut des hautes études de défense nationale, IHEDN (en 2006).



à Paris

Bernard CROS
sera notre invité
de janvier

**Voyage de l'obélisque
entre l'Égypte
et Paris.**

● Mercredi 31 janvier à Paris

Bernard CROS, ancien Ingénieur en chef de la marine (DTM), à côté d'activités quotidiennes d'études et conduite de projets d'infrastructures immobilières, a coordonné et animé diverses actions de recensement du patrimoine immobilier de la marine "digne d'intérêt".

Historien amateur spécialisé dans l'histoire des arsenaux de la marine et des ingénieurs chargés de leur construction, ainsi que dans celle des fortifications maritimes.

Conseil scientifique au profit du musée national de la marine, Conseil technique auprès de municipalités en vue de la restauration d'ouvrages fortifiés.

Il est membre titulaire de l'Académie du Var.

● Mardi 6 février
à Marseille
École de la
Deuxième chance

● Mercredi 7 février
à Paris
Amphithéâtre Louis

**Israël/Palestine,
la défaite
du vainqueur.**

Jean-Paul
CHAGNOLLAUD



Jean-Paul CHAGNOLLAUD est membre du Conseil scientifique de l'association.

Professeur émérite des universités et directeur de l'Institut de Recherche et d'études Méditerranée et Moyen-Orient (iReMMO).



Les Entretiens d'Euromed-IHEDN

2017/2018 tout un cycle de conférences

retenez d'ores et déjà les dates
du programme du premier semestre 2018

● Mardi 13 mars
à Marseille
École de la
Deuxième chance

● Mercredi 14 mars
à Paris
Amphithéâtre Louis

**L'implication
onusienne en
Méditerranée
et au
Proche-Orient**

Hervé LADSOUS



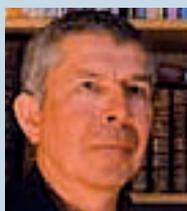
Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU d'octobre 2011 à mars 2017. Il a notamment été ambassadeur de France en Chine, en Indonésie, au Timor Leste à l'OSCE, ainsi qu'ambassadeur adjoint auprès de l'ONU à New York.

Il a été élevé à la dignité d'ambassadeur de France en septembre 2011

● Mardi 3 avril
à Marseille
École de la
Deuxième chance

**Voyage
de l'obélisque
entre l'Égypte
et Paris.**

Bernard CROS



Bernard CROS, ancien Ingénieur en chef de la marine (DTM), à côté d'activités quotidiennes d'études et conduite de projets d'infrastructures immobilières, a coordonné et animé diverses actions de recensement du patrimoine immobilier de la marine "digne d'intérêt".

Historien amateur spécialisé dans l'histoire des arsenaux de la marine et des ingénieurs chargés de leur construction, ainsi que dans celle des fortifications maritimes.

Conseil scientifique au profit du musée national de la marine, Conseil technique auprès de municipalités en vue de la restauration d'ouvrages fortifiés.

Il est membre titulaire de l'Académie du Var.

● Mercredi 4 avril
à Paris
Amphithéâtre Louis

**Stratégie
chinoise en
Méditerranée
et au
Proche-Orient**

Lionel VAIRON



Lionel VAIRON est docteur en études extrême-orientales et diplômé en science politique. Sinologue.

Enseigne à l'Institut national des langues et civilisations orientales, INALCO, à HEC et à l'Institut des hautes études de défense nationale, IHEDN (en 2006).

● Mardi 15 mai
à Marseille
École de la
Deuxième chance

● Mercredi 16 mai
à Paris
Amphithéâtre Louis

**Idées reçues
sur le Maroc**

Pierre VERMEREN



Pierre VERMEREN est titulaire d'un doctorat d'histoire contemporaine de l'Université Paris-VIII en 2000, il est élu Maître de conférences en histoire contemporaine puis Professeur d'histoire (2012) à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il encadre et fait soutenir des thèses sur le monde arabe contemporain. Il est membre de l'Institut des mondes africains, directeur des études du master professionnel Coop. Internationale en Afrique et au Moyen-Orient (CIAMO), qu'il a contribué à fonder à Paris 1 ; membre du Comité de pilotage de l'ISMM à l'EHESS, où il co-anime un séminaire de recherche sur les confréries ; et directeur de collection aux Publications de la Sorbonne.

● Mardi 12 juin
à Marseille
École de la
Deuxième chance

● Mercredi 13 juin
à Paris
Amphithéâtre Louis

**La Turquie :
l'affirmation de
nouveaux choix
stratégiques**

Tançrède
JOSSERAN



Tançrède JOSSERAN est diplômé en histoire de Paris-IV-Sorbonne, certifié, Tançrède Josseran est attaché de recherche à l'Institut de Stratégie Comparée (ISC).

Spécialiste de la Turquie, auteur de « La Nouvelle puissance turque... l'adieu à Moustapha Kemal », Paris, éd. Ellipses, 2010. Il a reçu pour cet ouvrage le Prix du festival de géopolitique et de géoéconomie de Grenoble.



Géopolitique du sucre : et si on en parlait ?

Interview - 9 novembre 2017 - Le point de vue de Sébastien ABIS



Le sucre est partout présent dans notre quotidien et fait l'objet de nombreux débats. Devrait-on s'y intéresser autrement et constitue-t-il une denrée de base stratégique dans le monde contemporain ?

Oui assurément, bien que cela dépende de l'endroit où l'on se trouve. Comme d'autres produits qui nous accompagnent chaque jour dans nos systèmes alimentaires, le sucre est consommé sans que l'on regarde l'arrière-plan stratégique qui le concerne. Dans une situation d'abondance alimentaire, où le curseur s'est déplacé sur les enjeux qualitatifs et sur la santé des individus, le sucre est devenu une matière à controverses.

Or il apparaît comme problème uniquement lorsqu'il est consommé de façon excessive, phénomène nutritionnel qui fait écho à des enjeux de comportement alimentaire et d'activité physique. En outre, soulignons l'importance de la notion de plaisir ici. Le sucre participe pleinement à cette dynamique essentielle de l'alimentation des individus. Sans sucre, beaucoup de repas et de journées seraient bien plus monotones. Mais encore une fois, tout est question d'équilibres.

Et précisément, dans cette volonté d'adopter des pratiques et des démarches équilibrées, il convient de rappeler quelques réalités agricoles derrière ce produit de large consommation. Le sucre s'est mondialisé mais toute la planète n'en produit pas. A l'instar de nombreux autres produits stratégiques de notre alimentation de base, le sucre s'est banalisé (comme s'il pouvait presque automatiquement être disponi-

ble sur nos tables, dans nos armoires ou nos supermarchés), alors qu'il repose sur de subtils équilibres mondiaux entre l'offre et la demande et entre pays qui en produisent et ceux qui en importent fortement.

Quelle est donc, actuellement, cette cartographie mondiale du sucre ?

Produit principalement à partir de la canne à sucre et de la betterave sucrière, il doit répondre à une demande mondiale en croissance continue. En 50 ans, elle est passée d'environ 70 millions de tonnes (Mt) à un volume de 185 Mt désormais. Un quasi triplement sur l'espace d'un demi-siècle. Si le sucre est concurrencé par les édulcorants dans les pays riches, il ne l'est pas dans les pays émergents ou en développement. Les ventes de sucre mondiales suivent d'ailleurs la démographie et nous observons une relative stabilité des ventes moyenne par habitant depuis quelques années (25 kg par personne par an actuellement, contre 20 au début des années 1970, mais ces chiffres sont à relativiser car ils comprennent les utilisations non alimentaires, les pertes, etc.). Par rapport au début des années 2000, la planète « réclame » 55 Mt de sucre supplémentaire aujourd'hui ! C'est une hausse colossale à laquelle les planteurs font face, en cultivant davantage, en améliorant leur rendement et en réduisant leur empreinte environnementale, puisqu'ils sont de plus en plus nombreux, à l'image de beaucoup d'agriculteurs, dans cette double quête du produire plus et mieux.



Géopolitique du sucre : et si on en parlait ? *suite*

Ces chiffres globaux ne doivent pas masquer des disparités territoriales significatives. D'abord, sur les 190 millions de tonnes de sucre produites actuellement sur le globe, trois-quarts sont issues de la canne, qui est la véritable locomotive de la hausse mondiale de la production de sucre, passant de 42 à 147 Mt entre le début des années 1970 et la situation présente. La canne à sucre pousse essentiellement en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Mais soyons plus précis. Le Brésil, seul, fait 40 Mt, soit près de 25% de la production mondiale de sucre ! La moitié du sucre brésilien sert à fabriquer de l'éthanol. Je le précise car ne perdons pas de vue la diversité des usages de cette production sucrière. Au-delà du sucre, nous trouvons comme autres produits de la filière des biocarburants, de l'alcool et des transformations pour le secteur de la chimie et de l'industrie. Revenons à la canne à sucre dans le monde et à sa production. Après le Brésil, nous avons l'Inde qui réalise en moyenne entre 25 et 30 Mt, suivie par la Chine et la Thaïlande qui chacune font 10 Mt. Ensuite, en complément, avec 25% de la production mondiale, viennent les productions réalisées à partir de la betterave à sucre. Elle est majoritairement située en Europe (16 Mt) et autour de la mer Noire (10 Mt entre Russie, Ukraine et Turquie), sans oublier également les Etats-Unis (5 Mt).

Le sucre, consommé chaque jour par plusieurs milliards de personnes sur tous les continents, est donc produit dans des zones extrêmement réduites. En effet, les surfaces mondiales dédiées à la culture du sucre sont de 32 millions d'hectares, ce qui est dérisoire ! Cela représente à peine 0,2% du total des

terres émergées du globe, près de deux fois moins que la France hexagonale. A titre comparatif, les surfaces mondiales en blé sont de 220 millions d'hectares. Par ailleurs, vous avez 10 pays qui assurent deux-tiers de la récolte mondiale de sucre : Brésil, Inde, Chine, Thaïlande, Etats-Unis, Russie, Mexique, Australie, Pakistan et France. On comprend mieux dans ce contexte le rôle du commerce international mais aussi l'importance des circuits longs et du cortège d'acteurs qui transforment, transportent et distribuent ce produit de base. Si l'on inclut les mouvements intra-communautaires au sein de l'Union européenne (UE), ce sont environ 70 Mt de sucre qui sont exportées en moyenne chaque année actuellement. Le Brésil en assure 40% avec environ 30 Mt, suivi par la Thaïlande, second exportateur mondial de sucre avec en moyenne 7 Mt par an. L'Australie, l'Inde, le Mexique et le Guatemala sont également actifs sur le plan des exportations, mais avec de moindres volumes. Et puis bientôt devrait s'inviter l'Europe à ce panel.

Quelles sont en effet les positions de l'Europe dans ce paysage sucrier mondial ?

L'UE a décidé de mettre fin à son système de quotas sucriers depuis le 1er octobre 2017. C'est un changement stratégique majeur après 50 ans d'existence d'un système conçu et organisé dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC). Or celle-ci évolue ces dernières années, les contraintes de volumes disparaissent et la libéralisation des échanges s'amplifie. Compte tenu de la hausse de la demande mondiale alimentaire sur de nombreuses

denrées de base, l'UE a décidé en 2013 de supprimer ces quotas pour exprimer son potentiel agricole continental mais aussi à l'export. Cette campagne en cours devrait se traduire par une récolte de 20 Mt environ en Europe qui libérerait environ 4 Mt à l'export sur pays tiers. Cela représente près de 10% de la production mondiale de sucre. L'UE n'est pas un géant agricole sur ce produit, mais compte néanmoins dans l'équation mondiale. La fin des quotas s'affiche en tout cas comme un basculement notable. Ses effets sont multiples. D'abord, dans la perspective de cette fin des quotas, les surfaces dédiées à la betterave à sucre ont fortement augmenté ces derniers mois. En France, premier producteur européen (environ 5 Mt), la croissance est de 20%. En Allemagne, le mouvement est similaire. Ce pays est le second producteur de sucre en Europe (4 Mt), suivi par la Pologne (2 Mt). En 2018, l'UE devrait donc placer environ 4 Mt sur les marchés mondiaux. Bien que cela soit largement inférieur au Brésil, ces quantités viennent se positionner dans un contexte où l'équilibre est bon entre l'offre et la demande. Les prix ne sont d'ailleurs pas très favorables. Le cours du sucre a été divisé par deux entre l'automne 2016 et l'automne 2017. Pour l'Europe et ses planteurs, il convient donc d'agir dans un contexte de forte volatilité des cours et de compétition à l'échelle internationale. La co-production avec des partenaires sud-américains, maghrébins ou asiatiques constitue une stratégie assumée par plusieurs groupes agro-industriels européens du sucre. Ils sont tous en position d'accroître leurs exportations vers les zones où la consommation augmente rapidement. Le bassin méditerranéen et le continent africain



Géopolitique du sucre : et si on en parlait ? *suite*

apparaissent vite dans cette équation comme des pôles incontournables, où l'Europe peut conjuguer commerce et développement, investissement productif et coopération logistique ou scientifique. Les enjeux de sécurité alimentaire s'avèrent propices à ce type de partenariat global.

Et la France dans tout cela ? Que représente le sucre dans ce pays souvent décrit comme une puissance agricole de premier plan ?

La France est le 10ème producteur mondial de sucre, avec environ 5Mt, soit 8 fois moins que le Brésil et deux fois moins que la Chine. Mais la France est leader mondial de la betterave sucrière et premier producteur de sucre de l'UE. De la canne à sucre est également cultivée dans les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion). La France dispose de rendements excellents, parmi les plus élevés du monde, fruit d'une recherche scientifique et agronomique qu'il faut saluer, car elle accompagne le travail des agriculteurs et contribue aux bons résultats de l'industrie sucrière française. Depuis 1970, les rendements sucriers ont quasiment doublé en France, passant de 6,5 tonnes sucres à l'hectare à 13 en moyenne désormais. 70% de la production nationale est dédiée à l'alimentation dont 10% sert directement à fabriquer des « sucres de bouche », ces petits carrés blancs très présents dans notre quotidien. L'éthanol et les alcools captent ensuite 20% de la production française.

Le pays dispose donc d'atouts indénia-

bles et il a une véritable carte stratégique à jouer dans ce contexte mondial où la demande en sucre s'accroît. Qui saurait pourtant décrire une betterave sucrière en France lorsqu'il met un sucre dans son café ? Il s'agit pourtant d'une plante vitale aux caractéristiques bien définies, répondant à un calendrier de culture précis, et considérée comme une tête d'assolement pour les agriculteurs. Dans notre pays, on plante en hiver et on récolte généralement à partir de mi-septembre. Il lui faut aussi une géographie propice à son développement. Nous retrouvons l'incontournable triptyque climat - eau - sol qui fait souvent la différence pour être performant en agriculture. Sans météorologie clémente (ni trop chaud, ni trop froid), sans apport hydrique régulier et stable, sans terres arables, il n'est pas du tout évident de se lancer dans la betterave sucrière. D'où le pôle de production dominant que représente l'Europe, continent où les conditions géographiques sont bien meilleures qu'ailleurs. On a tendance à l'oublier, mais c'est un atout pour l'Europe à l'échelle du globe.

Et la France se situe belle et bien au cœur de ce dispositif car, outre des rendements de qualité, des productions régulières et des capacités de transformation et de logistique compétitive, le pays est engagé avec son agriculture dans des démarches environnementales visant à se combiner avec les performances économiques. Des investissements importants sont par exemple mis en œuvre pour réduire drastiquement la consommation énergétique des sucriers et les planteurs sont engagés dans des itinéraires de production optimisant la gestion des ressources naturelles.

Au-delà de l'agriculture en général et après les céréales, vous voilà donc en train de travailler sur la géopolitique du sucre ?

En effet, le sucre, comme je l'ai fait avec le blé récemment, mériterait d'être traité sous l'angle de l'analyse stratégique. Les quelques considérations émises précédemment semblent justifier cette orientation. Beaucoup de choses sont dites ou écrites sur l'agriculture, l'alimentation ou les produits de base de notre consommation quotidienne. Dans nos sociétés européennes, nous avons tendance à perdre de vue le caractère géopolitique de ces questions. Il m'avait paru important de proposer un autre regard, moins technique, plus grand public, et surtout pluridisciplinaire, à propos du blé, cette céréale centrale pour la sécurité alimentaire mondiale.

Une telle démarche sur le sucre me paraît opportune à l'heure où l'on ne doit pas enfermer les débats agricoles et alimentaires sur des réflexions uniquement locales et court-termistes. La mondialisation alimentaire est une tendance lourde. Elle n'efface pas les gastronomies locales et les circuits courts. Mais elle s'impose partout dans ce monde où les brassages socioculturels sont incessants et où les individus aspirent à consommer de manière diversifiée et non-linéaire. Un déjeuner local le midi peut précéder un dîner mondial le soir. Ce qui signifie qu'il faille plusieurs modèles agricoles pour un tel éventail de comportements alimentaires.

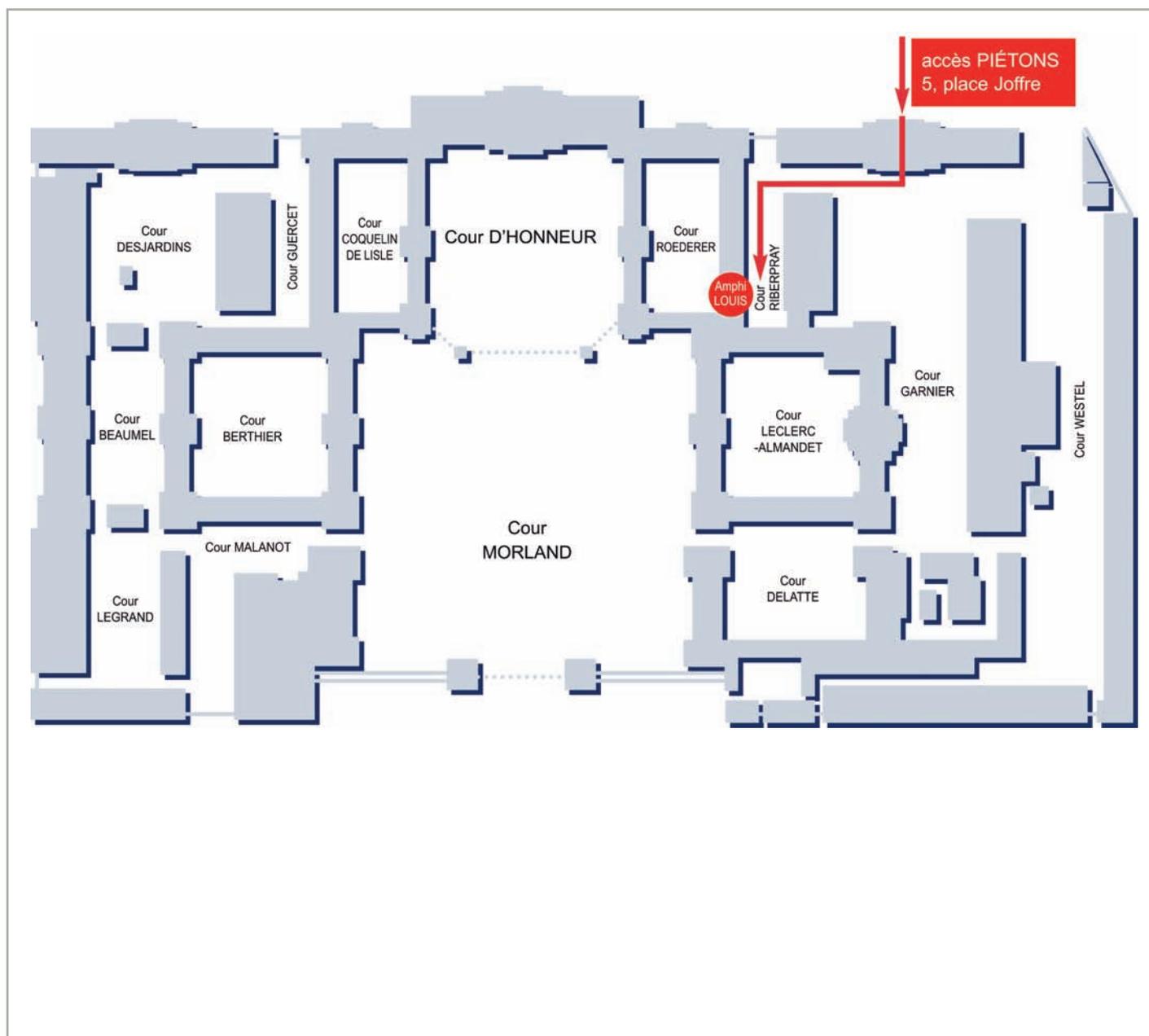
Sébastien ABIS - Directeur du club DEMETER
Membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN



Plan d'accès à Paris, amphithéâtre Louis

inscrivez-vous pour recevoir chaque mois l'invitation détaillée à la conférence

entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr





Plan d'accès à Marseille, École de la Deuxième chance

inscrivez-vous pour recevoir chaque mois l'invitation détaillée à la conférence

entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr



Plan d'accès à l'Amphithéâtre de l'École de la Deuxième Chance de Marseille

360, Chemin de la Madrague Ville - Place des Abattoirs - 13015 MARSEILLE



1 - EN PROVENANCE DU CENTRE VILLE DE MARSEILLE

- En voiture**
- prendre l'autoroute A 55 (autoroute du littoral) (entrée de l'autoroute après la Joliette)
 - vous vous retrouvez sur le boulevard qui longe le port industriel
 - après 1,5 km, vous arrivez devant un feu rouge
 - prendre à droite, boulevard Bernabo (montée)
 - au bout du boulevard Bernabo (feu rouge), vous débouchez sur la place des Abattoirs (en face)
 - une fois sur la place, l'E2C est à votre droite.

2 - EN PROVENANCE DU CENTRE VILLE DE MARSEILLE

- En transports en commun**
- Bus 70 : départ « Centre Bourse », arrêt « place des Abattoirs »
 - Métro Ligne 2 jusqu'à Bougainville, puis Bus 70 jusqu'à l'arrêt « Place des Abattoirs »

3 - EN PROVENANCE DE LA GARE SAINT CHARLES

- En transports en commun**
- prendre le métro Ligne 2 jusqu'à Bougainville, puis le Bus 70, « direction lycée nord » jusqu'à l'arrêt « Place des Abattoirs »

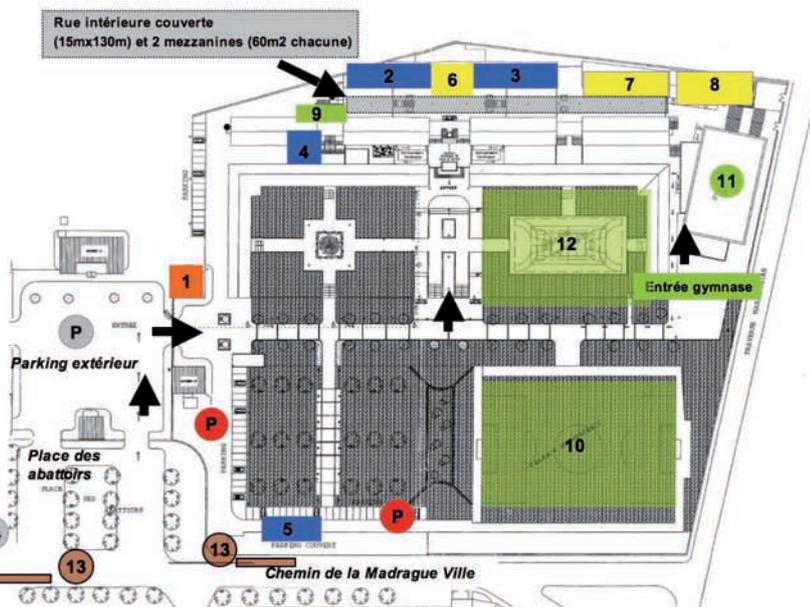
4 - EN PROVENANCE d'AXIS EN PROVENCE

- prendre l'autoroute, direction Marseille
- après Plan de Campagne, prendre l'A7 à droite, direction Fos/Martigues/Lyon
- après environ 3 km prendre direction Fos / Martigues
- après 1 km, prendre direction Marseille / Vieux Port
- Vous êtes sur l'A55 (autoroute du Littoral)
- continuer direction Marseille, traverser le tunnel du Rove
- quitter l'A55 (environ 3 km, après le tunnel) sortie 5 « La Calade » (porte N° 4 du port)
- rester à gauche après avoir quitté l'autoroute
- la route va enjamber l'autoroute en tournant à gauche
- après 500 m, vous arrivez à un feu rouge
- prendre à gauche, boulevard Bernabo (montée), jusqu'au bout
- la place des Abattoirs est en face de vous
- une fois sur la place, l'E2C est à votre droite

5 - EN PROVENANCE de l'Aéroport MARSEILLE PROVENCE

- prendre l'A7, direction Marseille
- après le tunnel, prendre à droite l'A55, direction Marseille Vieux Port (autoroute du Littoral)
- continuer direction Marseille, traverser le tunnel du Rove
- quitter l'A55 (environ 3 km, après le tunnel) sortie 5 « La Calade » (porte N° 4 du port)
- rester à gauche après avoir quitté l'autoroute
- la route va enjamber l'autoroute en tournant à gauche
- après 500 m, vous arrivez à un feu rouge
- prendre à gauche, boulevard Bernabo (montée), jusqu'au bout
- la place des Abattoirs est en face de vous
- une fois sur la place, l'E2C est à votre droite

- 1 Accueil
- 2 Centre de ressources
- 3 Amphithéâtre 127 places
- 4 Salle de réunion 24 places
- 5 Salle Gecim (réunion) 30 places
- 6 Espace cocktail
- 7 Selfrestauration
- 8 Restaurant pédagogique
- 9 Mur d'escalade
- 10 Terrain de foot non éclairé
- 11 Gymnase 300places-800m2
- 12 Terrain de hand ball non éclairé
- P Parking gardé places limitées
- 13 Arrêts de bus
- 14 Station taxi





Association Euromed-IHEDN - Cycle 2017/2018

Association reconnue d'intérêt général

Bulletin à compléter et à renvoyer en joignant votre règlement par chèque à l'ordre de Association Euromed-IHEDN
à l'adresse suivante : Euromed-IHEDN chez COUSTILLIÈRE - 48, rue Gimelli - 83000 TOULON

Nom Prénom

Prénom du conjoint si adhésion en couple

Adresse

Code postal Ville

Courriel

Tél.

Fax

Bulletin d'adhésion Cycle 2017/2018

Je souhaite devenir membre
ou renouveler mon adhésion
à l'association Euromed-IHEDN

Je règle la cotisation annuelle d'un montant de
cocher la case correspondant à votre choix :

- 60 € (une personne)
 90 € (couple)
 Étudiant (gratuit)

La qualité d'adhérent donne lieu à l'attribution d'une
carte de membre actif d'Euromed-IHEDN valable
pour la durée du cycle en cours : septembre 2017
à juillet 2018.

Bulletin de générosité

Je soutiens l'association Euromed-IHEDN
dans ses projets en faveur de la sensibilisa-
tion aux enjeux euro-méditerranéens.

Je désire bénéficier de la réduction fiscale prévue

Comment réduire votre impôt sur le revenu

66 % du montant de votre don sont déductibles de votre impôt
sur le revenu *dans la limite de 20% de votre revenu imposable.*

un don de **100 €**

ne vous coûtera réellement que 34 €

Je vous adresse un don

de €

Vous recevrez un reçu fiscal avec votre carte d'adhérent

AVEC LE SOUTIEN DE NOS PARTENAIRES

